

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo;

Vu le décret du 16 avril 1924 fixant le mode de promulgation et de publication des textes réglementaires au Togo et au Cameroun;

Vu le décret du 29 décembre 1936 portant publication et mise en application provisoire, à partir du 1^{er} janvier 1937, de l'arrangement franco-polonais du 15 décembre 1936 prorogeant de trois mois l'accord commercial provisoire conclu entre la France et la Pologne le 18 juillet 1936 ainsi que les textes annexés à cet accord;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est promulgué dans le territoire du Togo placé sous le mandat de la France, le décret du 29 décembre 1936 portant publication et mise en application provisoire, à partir du 1^{er} janvier 1937, de l'arrangement franco-polonais du 15 décembre 1936 prorogeant de trois mois l'accord commercial provisoire conclu entre la France et la Pologne le 18 juillet 1936 ainsi que les textes annexés à cet accord.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 10 mars 1937.

MONTAGNE.

(Voir J.O.R.F. n° 306 du 31 décembre 1936 page 13613).

ACTES DU POUVOIR LOCAL

Indemnité de zone

ARRETE N° 134 autorisant pour 1937 le paiement provisoire des indemnités de zone au taux de 1936.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
OFFICIER DE LA LÉION D'HONNEUR,
ADMINISTRATEUR SUPÉRIEUR DU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo;

Vu l'arrêté n° 67 du 30 janvier 1936 fixant les taux de l'indemnité de zone pour 1936;

Vu le télégramme officiel du Gouverneur Général, Commissaire de la République au Togo, en date du 3 mars 1937;

Sous réserve d'approbation en conseil d'administration;

Vu l'urgence;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — En attendant l'approbation ministérielle des textes fixant, pour cette année, le taux de l'indemnité de zone, est autorisé pour 1937, le paiement provisoire de cette allocation aux taux de 1936.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 9 mars 1937

MONTAGNE.

Sociétés indigènes de prévoyance

ARRETE N° 136 rendant exécutoires les budgets des sociétés indigènes de prévoyance.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
OFFICIER DE LA LÉION D'HONNEUR,
ADMINISTRATEUR SUPÉRIEUR DU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo;

Vu le décret du 3 novembre 1934 relatif aux sociétés indigènes de prévoyance;

Vu l'arrêté du 31 décembre 1934 relatif au fonctionnement des sociétés indigènes de prévoyance;

Vu les délibérations des conseils d'administration et des assemblées générales des sociétés indigènes de prévoyance;

Vu l'avis exprimé par la commission centrale de surveillance au cours des séances du 11 février et du 3 mars 1937;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Sont rendus exécutoires, conformément aux dispositions de l'article 19 de l'arrêté du 31 décembre 1934 susvisé les budgets pour l'exercice 1937 des sociétés indigènes de prévoyance des cercles du sud, du centre et du nord, délibérés en conseils d'administration et arrêtés en assemblées générales aux montants ci-après, en recettes et dépenses :

Société indigène de prévoyance du cercle du sud :

Deux cent cinquante mille sept cent quatre vingt neuf francs, cinquante centimes (250.789,50).

Société indigène de prévoyance du cercle du centre :

Cent quatre vingt sept mille francs (187.000).

Société indigène de prévoyance du cercle du nord :

Cent onze mille sept cent quatre vingt quinze francs (111.795).

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 9 mars 1937

MONTAGNE.

Dégrèvements

ARRETE N° 137 accordant certains dégrèvements.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
OFFICIER DE LA LÉION D'HONNEUR,
ADMINISTRATEUR SUPÉRIEUR DU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo;

Vu le décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des colonies notamment les articles 173, 174 et 177 modifiés par décret du 3 juin 1936;

Sur la proposition du chef du service des contributions directes

Le conseil d'administration entendu dans sa séance du 20 février 1937;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Sont accordés les dégrèvements et remises gracieuses suivants :

IMPÔT PERSONNEL EUROPÉEN Exercice 1935

| | |
|----------------------------------|------------|
| R.P. Hebling à Assahoun : | |
| Impôt personnel | 130 francs |
| Rachat des prestations | 60 — |
| Taxe d'hygiène | 70 — |
| R.P. Fuchs à Noépé : | |
| Impôt personnel | 130 francs |
| Rachat des prestations | 60 — |
| Taxe d'hygiène | 70 — |
| R.P. Frering à Assahoun : | |
| Impôt personnel | 130 francs |
| Rachat des prestations | 60 — |
| Taxe d'hygiène | 70 — |

IMPÔT PERSONNEL INDIGÈNE

Exercice 1936

Dawson Jules à Lomé :

| | |
|-------------------------------|-----------|
| Impôt personnel | 70 francs |
| Rachat des prestations . . . | 18 — |
| Taxe d'A.M.I. | 35 — |
| Centimes addit. à la C.M. . . | 7 — |

Koehler Joseph à Lomé :

| | |
|-------------------------------|-----------|
| Impôt personnel | 70 francs |
| Rachat des prestations . . . | 18 — |
| Taxe d'A.M.I. | 35 — |
| Centimes addit. à la C.M. . . | 7 — |

260,—

PATENTES ET LICENCES

Gariglio Aldo :

Patente :

| | |
|-----------------------------|--------------|
| Principal | 1.500 francs |
| Centimes add. B.L. | 525 — |
| Centimes add. à la C.M. . . | 150 — |

Licences :

| | |
|-----------------------------|--------------|
| Principal | 1.500 francs |
| Centimes add. B.L. | 750 — |
| Centimes add. à la C.M. . . | 150 — |

4.575,—

Total 5.615,—

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 9 mars 1937

MONTAGNE.

Organisation du service des travaux publics

ARRETE N° 140 tendant à constituer le service des travaux publics du Togo en un arrondissement des travaux publics.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,

OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

ADMINISTRATEUR SUPÉRIEUR DU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo;

Vu l'arrêté n° 168 du 30 avril 1936 fixant l'organisation du service des travaux publics du Togo;

Sur la proposition du chef du service des travaux publics;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Le service des travaux publics du Togo est constitué en un arrondissement s'étendant à l'ensemble du Territoire.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 11 mars 1937.

MONTAGNE.

ENSEIGNEMENT

Dates des vacances et des examens

DECISION N° 168 fixant les dates des vacances et des examens.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,

OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

ADMINISTRATEUR SUPÉRIEUR DU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo;

Vu l'arrêté du 18 janvier 1935 portant organisation de l'enseignement officiel au Togo;

Vu l'arrêté du 6 janvier 1936 fixant les périodes de vacances dans les écoles primaires élémentaires du Territoire et à l'école européenne de Lomé;

Sur la proposition du délégué du chef du service de l'enseignement;

DECIDE :

ARTICLE PREMIER. — Les dates des vacances sont fixées ainsi qu'il suit pour l'année 1937 :

A — ECOLES ÉLÉMENTAIRES

Pâques — le vendredi 26 et le samedi 27 mars;

Vacances de fin de 1^{er} trimestre — 10 jours, du 14 juin inclus au 23 juin inclus.

Vacances de fin de 2^e trimestre — 10 jours, du 20 septembre inclus au 29 septembre inclus.

Grandes vacances : du 24 décembre 1937 inclus au 3 mars 1938 inclus.

B — ECOLE EUROPÉENNE

Vacances de Pâques : du 25 mars inclus au 4 avril inclus.

Grandes vacances : du 2 juillet inclus au 11 septembre inclus.

Vacances de Noël : du 24 décembre inclus au 2 janvier inclus.

ART. 2. — Les examens et concours du Territoire auront lieu aux dates ci-après :

Concours d'entrée dans le cadre des instituteurs 4 octobre et jours suivants à Lomé.

Examen du certificat d'études primaires élémentaires (écoles élémentaires) 6 décembre 1937 et jours suivants à Lomé.

Examen du certificat d'études primaires élémentaires (école européenne) 28 juin à Lomé.

ART. 3. — La présente décision sera enregistrée, communiquée et publiée partout où besoin sera.

Lomé, le 12 mars 1937

MONTAGNE.

Internat d'Atakpamé

ARRETE N° 144 fixant l'organisation de l'internat d'Atakpamé.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,

OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

ADMINISTRATEUR SUPÉRIEUR DU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo;

Vu l'arrêté du 18 janvier 1935 organisant l'enseignement officiel au Togo;

Vu l'arrêté n° 107 du 16 février 1937 organisant le cours supérieur;

Vu la décision n° 114 du 16 février 1937 créant des cours supérieurs à Lomé et à Atakpamé;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Il est créé un internat au cours supérieur d'Atakpamé. Le nombre des élèves admis à cet internat sera fixé tous les ans avant la rentrée des classes par décision de l'administrateur supérieur du Togo.